



ClimDev-Afrique

Troisième Conférence annuelle sur le changement climatique et le développement en Afrique

Thème :

L'Afrique en croissance : les opportunités du changement climatique peuvent-elles conduire le continent vers un développement transformatif ?

Addis Abeba, Éthiopie | 21-23 octobre 2013

Note conceptuelle

1. Contexte

De nombreux experts s'accordent à dire que les progrès économiques réalisés par l'Afrique depuis le début du 21^{ème} siècle ont permis de mettre en avant le fort potentiel dont dispose le continent pour l'amélioration du bien-être de sa population et sortir ainsi des millions de personnes de la pauvreté. Au niveau global, de nombreux pays africains ont entamé une transformation économique et politique volontariste et mettent en place des stratégies et des programmes visant à encourager la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'amélioration générale du bien-être de leurs citoyens. Cependant, pour conserver cette dynamique, il faudrait que les pays africains répondent sérieusement à plusieurs défis. Le changement climatique représente un obstacle important au maintien de la dynamique de la croissance africaine. Il est donc impératif que les pays africains investissent dans des mécanismes permettant d'intégrer la question du changement climatique dans leurs stratégies de développement afin de pallier les effets négatifs de ce phénomène. De la même manière, des efforts considérables doivent être fournis pour déterminer et exploiter les opportunités que le changement climatique représente. À cette fin, tous les acteurs clés doivent conjuguer leurs efforts. Les climatologues, les sociologues, les économistes spécialistes du développement, les décideurs et les utilisateurs d'informations sur le climat, doivent travailler en tandem pour créer des stratégies innovantes.

Le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), par exemple, prévoit un réchauffement du continent compris entre 0,2 et 0,5°C par décennie jusqu'à l'année 2100. Ce changement s'accompagnera également de phénomènes climatiques plus fréquents comme les ouragans, les inondations, l'élévation du niveau de la mer ou les sécheresses. Dans son dernier rapport spécial sur les phénomènes extrêmes, le GIEC souligne qu'il est important de tenir compte de la vulnérabilité de certains secteurs clés en Afrique, notamment l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, l'énergie, la sécurité et la migration, la santé et la biodiversité. La faible capacité d'adaptation de l'Afrique contribue à sa forte vulnérabilité. La faculté des pays africains à répondre à ces défis est



compromise par le manque de technologies adéquates, la fragilité des infrastructures sociales, les conflits et l'inadéquation des arrangements institutionnels.

La troisième conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-III) donne l'occasion aux acteurs clés de discuter du développement de l'Afrique et du changement climatique. Il s'agit d'une conférence annuelle, organisée sous les auspices du Programme sur le Climat et le Développement en Afrique (ClimDev-Afrique), qui a été créé conjointement par la Commission de l'Union Africaine (CUA), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Ce programme vise à répondre à la nécessité d'améliorer les données et les informations climatiques concernant l'Afrique ainsi qu'à renforcer l'utilisation de ces informations lors des prises de décision en favorisant la capacité analytique, l'acquisition et le partage des savoirs.

Les deux conférences précédentes, CCDA-I et CCDA-II, ont discuté en profondeur des questions liées à l'avancement du savoir, des politiques et pratiques en matière de changement climatique et de développement. Chacune a créé des espaces de dialogues qui ont permis d'attirer l'attention sur l'importance du changement climatique et ses effets sur le développement, ainsi que sur le lien entre les sciences, les politiques et la pratique. La CCDA-III se tiendra à Addis Abeba, en Éthiopie, du 21 au 23 octobre 2013 au Centre de conférence des Nations Unies. Elle aura pour thème « *L'Afrique en croissance : les opportunités du changement climatique peuvent-elles conduire le continent vers un développement transformatif ?* », qui met en évidence l'urgence d'intégrer le changement climatique dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des politiques. L'impératif est clair. Le changement climatique est à la fois une menace et une opportunité.

L'Afrique est sur la voie d'un développement transformatif. Comment les pays africains peuvent-ils renforcer leurs résilience au changement climatique et profiter des opportunités qu'il représente et contournant par la même occasion les anciennes voies de développement, défavorables et inefficaces en énergie? Pour y répondre, la CCDA-III réunit des participants issus des domaines de la recherche, des acteurs et décideurs politiques et ainsi que la communautés des praticiens pour partager les résultats de recherches et d'analyses de politiques innovantes et stimulants et discuter d'autre mesures possibles en matière d'économie, de politiques et de gouvernance.

2. Objectifs

2.1 Objectif général

La CCDA-III vise à engager le débat entre les experts et les parties prenantes dans le domaine des politiques de développement et de la pratique, les chercheurs, les scientifiques et les professionnels, à savoir les utilisateurs d'informations scientifiques et de politiques, sur la façon dont les opportunités liées au changement climatique peuvent encourager la croissance économique transformative de l'Afrique et son programme de développement. Cette conférence permettra également d'explorer les différentes possibilités d'intégrer les meilleures pratiques,



grâce aux évaluations empiriques et scientifiques, afin de mettre en place des stratégies visant à répondre aux effets du changement climatique et d'encourager le dialogue entre les trois principales institutions.

2.2 Objectifs spécifiques

Plus précisément, les points suivant seront abordés :

- a) Les meilleures pratiques en matière d'investissements en science du climat, données et analyses du système climatiques ainsi que les multiples avantages qu'elles représentent pour les économies africaines ;
- b) L'efficacité des politiques visant à l'adaptation au changement climatique en Afrique ainsi que le rôle et la pertinence des cadres et contextes internationaux, régionaux et nationaux ;
- c) La transition africaine vers l'économie verte, en particulier l'accès à aux énergies propres et les autres possibilités de développement sobres en carbone, ainsi que les sources de financement climat ;
- d) La pertinence du cadre mondial en matière de changement climatique pour l'Afrique, la façon dont l'Afrique doit faire valoir les intérêts et l'influence de son développement dans le programme mondial et la question de savoir s'il existe un autre cadre dans lequel l'Afrique pourrait poursuivre ses objectifs en matière de développement.

3. Résultats et produits attendus

3.1 Résultats

Les résultats suivants sont attendus à la fin de la CCDA-III :

- i. Une plus grande compréhension du rôle des données et analyses du system climatique dans le développement de l'Afrique ;
- ii. Une meilleure compréhension du risque et de la vulnérabilité du continent, et du rôle des politiques dans la prise de mesures innovantes d'adaptation et d'atténuation;
- iii. Une meilleure compréhension des politiques, stratégies et pratiques pour une transition vers l'économie verte, en mettant l'accent sur l'énergie propre et un développement à sobre en carbone ;
- iv. Le renforcement du réseau professionnel afin d'encourager un débat actif et fournir les bases d'un travail analytique ;
- v. De meilleures possibilités d'investissement dans la gestion des données et des informations climatiques, l'analyse et la mise en œuvre de politiques ;
- vi. **Renforcement des capacités des états membres à accéder aux opportunités de financement du climat ;**
- vii. Une meilleure compréhension du cadre mondial en matière de changement climatique et la position clé que doit adpoter l'Afrique pour favoriser et renforcer son programme de développement.



3.2 Produits

Les informations et rapports suivants seront établis et distribués à grande échelle :

- Rapport de la CCDA-III
- Comptes rendus des débats de la CCDA-III évalués par les pairs.

4. Les sous-thèmes de la CCDA-III

La CCDA-III comporte quatre-cinq sous-thèmes dans le cadre desquels les objectifs décrits ci-dessous seront discutés, à savoir :

- Quelle est la valeur des services climatologiques : sciences, données et informations dans le cadre du développement de l'Afrique ?
- Comment les politiques en matière de climat peuvent-elles favoriser la résilience face aux effets du changement climatique en Afrique ?
- Financement du climat: quelles sont les opportunités non explorées?
- Economie verte: Quelle voie pour l'Afrique? et
- Le cadre mondial en matière de changement climatique fonctionne-t-il pour l'Afrique ?

I. Quelle est la valeur des services climatologiques : sciences, données et informations dans le cadre du développement de l'Afrique ?

Planifier la résilience face aux chocs climatiques et un développement sobre en carbone dépend essentiellement de l'empirisme des recherches sur le climat et des analyses de l'information – qui reposent toutes deux de la disponibilité des données climatiques. Les sciences doivent servir de base aux politiques, à la planification et à la pratique afin de garantir que le développement est plus résilient et moins vulnérable aux effets néfastes du changement climatique. Malheureusement, le manque de systèmes d'observation du climatique et d'outils de collecte des données est fréquent dans de nombreux pays africains. De plus, beaucoup disposent encore d'une capacité insuffisante en matière de collecte et analyses données, et de recherches climatiques. Par conséquent, il est essentiel de pouvoir compter sur de bons réseaux d'observation, des données de qualité et une bonne gestion des informations pour établir une base scientifique solide destinée aux services climatologiques. Ces services et cette base scientifique permettront aux planificateurs, aux décideurs et à d'autres utilisateurs de prendre des décisions fondées sur les sciences et le savoir.

Ce sous-thème sert donc de tribune aux parties prenantes afin qu'elles partagent leurs expériences sur l'état de la science du climat en Afrique, les données climatiques et la gestion des informations ainsi que leur diffusion. La communauté scientifique partagera certains des résultats les plus récents en matière de recherche scientifique en la matière et montrera comment ces résultats pourraient renforcer la planification et l'analyse dans le



cadre de l'établissement de stratégies et de politiques de résilience face aux chocs climatiques. De plus, la CCDA-III se tiendra de temps après la Conférence sur le Climat en Afrique 2013 (CCA 2013). Il est donc prévu que certains experts en science du climat qui auront participé à la CCA 2013 interviendront également à la CCDA-III et contribueront au débat de ce sous-thème afin de réduire le fossé entre les décideurs africains et les chercheurs. Ce sous-thème permettra également de voir dans quelles mesures les initiatives mondiales encouragent ou entravent la capacité de l'Afrique à étendre ses données climatiques et ses services d'information.

II. Comment les politiques en matière de climat peuvent-elles favoriser la résilience face aux effets du changement climatique en Afrique ?

Ce sous-thème vise à encourager le partage de recherches empiriques sur la vulnérabilité des secteurs de développement clés et la façon dont la résilience au changement climatique pourrait donner lieu à une croissance générale et durable dans ces secteurs. Alors que des secteurs clés comme l'agriculture et l'eau sont essentiels à la croissance, au développement et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Afrique, ils sont également considérés comme étant les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Quels sont donc les politiques possibles dont disposent les pays africains pour renforcer la résilience de ces secteurs essentiels aux effets du changement climatique?

Ce sous-thème donnera également l'occasion aux parties prenantes de débattre de questions d'actualité dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui ont des effets directs sur les pays africains. À la dix-huitième conférence des parties (COP 18) à Doha, la CCNUCC a décidé d'adopter des arrangements institutionnels afin de prendre des mesures concernant les pertes et dommages liés aux changements climatiques lors de la prochaine COP 19 en Varsovie. Bien qu'une définition universelle du concept de pertes et dommages n'ait pas encore été entièrement établie, elle englobe en général les pertes et dommages découlant d'un phénomène lié aux impacts du changement climatique qui n'ont pu être évités grâce à des mesures d'adaptation ou même des pertes et dommages qui se sont produits après l'application de telles mesures.

Il est peut-être utile de noter que l'Afrique n'a pas eu une très bonne expérience avec d'autres instruments similaires comme le mécanisme pour un développement propre. Dès lors, comment le cadre institutionnel sur les pertes et dommages pourraient effectivement fonctionner pour l'Afrique ? Ce sous-thème servira de tribune aux experts en vue de discuter de ce concept, de ce qu'il signifie pour l'Afrique, des secteurs qui sont les plus susceptibles aux pertes et dommages, des sources d'empirisme visant à montrer ces vulnérabilités et des attentes de l'Afrique en dehors de la CCNUCC. Afin de répondre à ses attentes, l'Afrique doit influencer les débats.



III. **Financement du climat: quelles sont les opportunités non explorées?**

L'Afrique est un continent vert avec des émissions annuelles de CO₂ par habitant en dessous d'une tonne et ne représentant que 2,4 pour cent des émissions mondiales suite à la pauvreté et à la faible croissance industrielle. Dans la situation d'un scénario de vie courante, la croissance économique du continent modifiera les efforts d'atténuer les émissions de carbone entraînant l'intensification et l'aggravation des effets du changement climatique. Heureusement que les technologies écologiques et efficaces sont disponibles et pourraient actuellement permettre à l'Afrique de faire un grand pas de développement au moyen de stratégie à faible émission de carbone. Diverses possibilités de financement pour soutenir l'atténuation et l'adaptation dans les pays en voie de développement existent aux niveaux multilatéral, bilatéral, régional et global. En outre, les pays industrialisés se sont engagés à mobiliser de nouveaux fonds de l'ordre de 100 milliards de dollars par an d'ici l'année 2020 pour répondre aux besoins d'atténuation des effets du changement climatique, dont le coût total est estimé à environ 300 milliards de dollars par an d'ici 2020, et pourra augmenter jusqu'à 500 milliards de dollars par an d'ici 2030. Malheureusement, l'accès à ces opportunités financières en Afrique a été extrêmement faible. Par exemple les projets africains au niveau du Mécanisme de Développement Durable du Protocole de Kyoto ne représentent que 2% des projets du total des projets enregistrés.

La conférence visera donc à savoir pourquoi l'Afrique n'a pas su profiter de ces opportunités, elle examinera les autres options de financement inexplorées et proposera des recommandations appropriées pour stimuler le continent vers une économie verte. Une telle option est le Fonds Spécial du ClimDev-Afrique (FSCA) une initiative continentale qui vise à:

- i. Renforcer les capacités scientifiques en vue de générer et rendre largement disponible, des informations climatiques fiable et de haute qualité;
- ii. Renforcer les capacités des décideurs politiques et des institutions d'appui afin d'intégrer les considérations du changement climatique dans les processus de développement;
- iii. Mettre en œuvre des projets pilotes d'adaptation au niveau local qui démontrent l'importance croissante de l'information climatique dans le développement durable. Cela permettra d'améliorer les résultats attendus du Fonds : les politiques et pratiques de développement en Afrique tenant pleinement compte des risques et opportunités climatiques à tous les niveaux.



Au niveau national, les capitaux des secteurs privés et publics peuvent jouer à la fois un rôle important - c'est une autre alternative à explorer pendant la conférence. Les pays peuvent aussi financer l'adaptation au changement climatique à travers le budget national, les fonds nationaux de changement climatique, les fonds fiduciaires, les banques nationales de développement et les fonds communautaires.

IV. L'économie verte : Quelle voie pour l'Afrique ?

La rapide croissance économique de l'Afrique depuis le début du 21^{ème} siècle provient en grande partie de l'exploitation de ses énormes ressources naturelles – exportées comme matières premières ou produits semi-transformés vers les pays industrialisés ou en voie rapide d'industrialisation. L'Afrique peut-elle se permettre de continuer sur une voie de développement qui dégrade et réduit ses ressources, qui produit peu ou pas de valeur ajoutée et ne donne aucune occasion ou des possibilités limitées aux communautés locales d'en bénéficier ? Continuer avec ce paradigme en ignorant le changement climatique annulerait rapidement les gains obtenus au cours des dix dernières années en matière de croissance, mettrait en danger tout développement futur, ferait augmenter le chômage et aggraverait la pauvreté sur le continent.

Dans le cadre de ce sous-thème, les experts et parties prenantes seront invités à discuter du facteur clé de gestion des ressources naturelles de l'Afrique et des facteurs essentiels liés aux intrants pour la croissance économique et le développement de l'Afrique : l'énergie et les forêts. Comment les forêts africaines bénéfiques pour l'environnement mondial peuvent-elles être gérées de façon durable dans le contexte du cadre de politique nationale et de REDD+ ? Face au défi de conserver la dynamique de croissance nécessaire pour atteindre les objectifs de développement tout en répondant aux questions du changement climatique, l'Afrique doit suivre une nouvelle vision de développement, loin de la routine. Une croissance consommatrice de ressources, à forte émission de GES, doit donc être remplacée par une autre plus efficace et à faible niveau d'émission afin de maximiser les bénéfices provenant des ressources naturelles africaines.

Étant donné que l'Afrique n'est encore que faiblement industrialisée, elle peut éviter les méthodes de développement nuisibles du passé et saisir l'occasion offerte par les technologies propres et le financement climatique ; elle peut ainsi mettre en place une croissance industrielle durable qui limite les coûts environnementaux, sociaux et économiques de l'industrialisation tout en étant efficace du point de vue des ressources, participative et à faible empreinte écologique.

Deux secteurs sont essentiels en ce sens : la technologie et la finance. Ce sous-thème visera donc à générer des discussions entre les experts et les parties prenantes sur les possibilités pour l'Afrique de prendre la voie de l'économie verte. Il s'agira d'examiner comment l'Afrique peut bénéficier des possibilités de financement disponibles,



notamment REDD+ et les mécanismes de transfert des technologies afin d'accélérer le processus de transformation. Le sous-thème abordera également les obstacles qui pourraient entraver la transition africaine vers l'économie verte et les options possibles pour les surmonter.

V. Le cadre mondial en matière de changement climatique fonctionne-t-il pour l'Afrique ?

Formatted: Left, Numbered + Level: 1 + Numbering Style: I, II, III, ... + Start at: 1 + Alignment: Right + Aligned at: 0.25" + Indent at: 0.5"

L'Afrique a activement participé aux négociations de l'ONU sur le changement climatique depuis la création de la CCNUCC. Après les résultats décevants obtenus à la Conférence de Copenhague en 2009, le processus de la CCNUCC a repris une certaine dynamique lors des réunions qui se sont tenues à Cancun en 2010 et à la conférence africaine des parties à Durban en 2011, grâce à laquelle de nouvelles négociations ont été lancées dans le cadre de la Plate-forme de Durban pour parvenir à un nouvel accord sur le changement climatique d'ici 2015 (Secteur d'activité I), et un processus a été amorcé afin de réduire les disparités (Secteur d'activité II). À la conférence de Doha de 2012, les parties ont adopté une série de décisions que l'on a surnommé « la passerelle climat de Doha » et sont convenus de lancer une seconde période d'engagements dans le cadre du Protocole de Kyoto avant de conclure les négociations dans le cadre du Plan d'action de Bali.

Alors que les négociations des Nations Unies sur le changement climatique ont accompli des progrès significatifs, il reste encore à savoir quelle sera la direction de cette progression et si elle sera assez importante pour protéger les intérêts africains en matière de développement. Ce sous-thème portera sur la question de savoir si le cadre mondial en matière de changement climatique peut s'adapter au continent africain, si l'Afrique a encore besoin de s'engager dans des cadres mondiaux et s'il existe d'autres espaces pour un dialogue sur les politiques spécifiques à l'Afrique. Il est important de noter que pendant 2013, les émissions de dioxyde de carbone rejetées dans l'atmosphère ont dépassé les 400 ppm, soit le niveau le plus élevé depuis des milliers d'années. Les scientifiques estiment qu'avec la trajectoire actuelle des émissions de GES, le réchauffement mondial pourrait atteindre les 6°C. Avec ces prévisions, et si aucun effort considérable n'est entrepris pour que le réchauffement ne dépasse pas les 2°C d'ici 2020, les conséquences pour l'Afrique seront désastreuses. Que peut faire le continent pour assurer sa survie dans ces circonstances ?



4.5. Structure de la Conférence

La première journée de la conférence sera consacrée à une séance plénière de haut niveau où des ministres et d'éminents experts sur les changements climatiques donneront le ton de la conférence sur les questions épineuses du changement climatique en Afrique, suivie de présentations en séances plénières par de principaux interlocuteurs pour chacun des sous-thèmes de la Conférence. Les participants auront l'occasion d'adresser leurs questions aux membres du panel et présentateurs dans chacune des deux précédentes sessions.

En vue d'approfondir les débats sur les changements climatiques spécifiques aux différents sous-thèmes, la deuxième journée sera consacrée à cinq sessions parallèles. L'essence de chaque sous-thème sera exposée à travers des présentations Powerpoint, modérée par un spécialiste de la question.

Formatted: French (Switzerland)

Formatted: List Paragraph, Indent: Left: 0", Hanging: 0.3", Numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, ... + Start at: 4 + Alignment: Left + Aligned at: 0.25" + Indent at: 0.5"

6. VI. — Autres évènements

D'autres activités sont également prévues pour débattre de questions émergentes et former des parties prenantes par rapport à leur rôle dans le processus de répondre aux effets du changement climatique. Ils contribueront également à mettre en valeur les efforts et créativité d'adaptation et d'atténuation et à créer des opportunités de partenariats. Plus précisément ils comprennent:

Pré-évènements:

Les pré-évènements prévus comprennent:

- **L'Alliance Pan Africaine pour la Justice Climatique (PACJA)**, la Fondation Mary Robinson, l'Institut des Ressources Mondiales (WRI) en collaboration avec ClimDev-Afrique organiseront un pré-évènement intitulé "Dialogue sur la Justice du Climat: Adopter un accord équitable sur le climat adopté aux réalités de l'Afrique
- **Genre et changement climatique:** Co-organisé par ClimDev-Afrique et la Communauté Sud-Africaine de Développement et la Division Développement de Capacités de la CEA, pour débattre des questions d'équité, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le contexte du changement climatique ;
- **Le rôle de la société civile dans le changement climatique:** formation sur le rôle de la société civile dans la promotion de l'intégration du changement climatique dans les activités de développement communautaire et de planification;
- **Les médias et le changement climatique:** Renforcement des capacités des journalistes sur le reportage analytique, le plaidoyer et les stratégies de sensibilisation sur le changement

Formatted: French (Switzerland)

Formatted: List Paragraph, Indent: Left: 0", Hanging: 0.3", Numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, ... + Start at: 4 + Alignment: Left + Aligned at: 0.25" + Indent at: 0.5"



climatique et le développement;

- **Pré-événement ACPC/USAID adaptation au niveau local:** se concentrer sur la développement d'une masse critique d'experts sur le changement climatique en soutenant des programme de bourses pour les jeunes;
- **Pré-événement des pays pilotes:** pour partager les expériences, les meilleures pratiques dans l'amélioration des réseaux d'observation et des systèmes de gestion et de diffusion d'information climatiques des services nationaux de météorologie et d'hydrologie ;
- Agriculteurs, Coopératives et les changements climatiques.

Manifestations parallèles

- **Organisation Météorologique Mondiale (OMM):** Synergies entre la Conférence Ministérielle Africaine sur la Météorologie (AMCOMET) et les stratégies connexes intégrées sur la météorologie (Services météorologiques et climatologiques) ;
- **Suivi et Evaluation (S&E) des programmes de changement climatique et développement :** co-organisé par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et ClimDev-Afrique ;
- **Changement climatique, jeunesse et développement :** organisé par ACPC et ses partenaires.

Exposition

La conférence offrira également un espace d'exposition pour des entreprises, des initiatives, et organisations aux niveaux local, régional et international pour leur permettre de partager et mettre en valeur leurs efforts d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique. Il offrira également aux participants et exposants une excellente opportunité d'échange d'expérience, de promotion de partenariat en termes de meilleure stratégie pour faire face aux effets du climat.

Formatted: Default Paragraph Font, Font: Calibri, 11 pt, Not Bold, Italic, English (U.S.)

Formatted: Justified, Space After: 10 pt, Line spacing: Multiple 1.15 li, Don't adjust space between Latin and Asian text, Don't adjust space between Asian text and numbers



Annexe I

Thème de la CCDA-III : *L'Afrique en croissance : les opportunités du changement climatique peuvent-elles conduire le continent vers un développement transformatif ?*

Cette année, la structuration de la conférence se présente comme suit :

Session I: Cérémonie d'ouverture

- Mots de Bienvenue
 - CEA: Dr. Carlos Lopes, Sous-Secrétaire Général des Nations Unies, Secrétaire Exécutif
 - BAD: Dr Donald Kaberuka, Président de la BAD
 - CUA: Dr Nkosazana Zuma, Président de la Commission de l'Union Africaine (CUA);
- Discours d'ouverture :
 - S.E. Hailemariam Desalegn, Premier Ministre, République Fédérale Démocratique de l'Ethiopie

Session II: Dialogue de Haut Niveau: Les opportunités du changement climatique peuvent-elles propulser le continent vers un développement transformatif ?

Dignitaires Potentiels (TBC):

- Ministre des Ressources Naturelles du Rwanda ;
- Ministre de l'Environnement de la Tanzanie ;
- Ministre de la Pêche et des ressources Hydrauliques de la Gambie ;
- Ministre des Affaires Etrangères et des Ressources naturelles des Seychelles ;
- Ministre de l'environnement du Congo ;
- Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères chargé du développement ;
- Présidente de la Fondation Mary Robinson;
- Ministre Norvégien ;
- Chef de la Délégation de la Commission Européenne en Ethiopie.

Session III : Les sous-thèmes

Sous-thème 1 : Quelle est la valeur des services climatologiques : sciences, données et informations dans le cadre du développement de l'Afrique ?



Sujet 1.1: Recherche climatologique africaine : les enseignements tirés et les nouvelles frontières

Sujet 1.2: ClimDev- Les projets pilotes en matière de services climatiques

Sujet 1.3: Tirer parti des initiatives mondiales pour renforcer les services climatiques en Afrique

Sous-thème 2 : Comment les politiques en matière de climat peuvent-elles permettre une résilience efficace aux effets du changement climatique en Afrique ?

Sujet 2.1 : Politiques en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire, et résilience climatique

Sujet 2.2 : Pertes et dommages en Afrique

Sujet 2.3 : Les preuves scientifiques sont-elles suffisantes pour établir des politiques efficaces en matière de résilience climatique ?

Sous-thème 3: Financement du climat: quelles sont les opportunités non explorées?

Sujet 3.1: Fonds Spécial ClimDev-Afrique (CDSF)

Sujet 3.2: Mécanismes de financement multilatéraux

Sujet 3.3: Sources nationales de financement du climat

Sous-thème 4: Economie verte: Quelle option pour l'Afrique?

Sujet 4.1 : Énergie

Sujet 4.2 : foresterie et REDD+

Sous-thème 5 : Le cadre mondial en matière de changement climatique peut-il convenir à l'Afrique ?

Sujet 5.1 : Pourquoi l'Afrique est-elle encore à la table des négociations ?

Sujet 5.2 : Questions clés et positions lors de la COP 19

Sujet 5.3 : Le cadre réglementaire après 2020 – format, contenu et implications pour l'Afrique